

(Réservé AREA)

Cliant 25003

Nom Prénom

Date de naissance..... Lieu de naissance

Réservé aux entreprises

Dénomination sociale Formule juridique

N° SIRET / SIREN TVA Intracommunautaire

Z.I. / Entrée / Tour / Imm. / Bât. N° et libellé de la voie

B.P. Code Postal Commune

Téléphone E-mail

Je souscris à la formule télépéage **BALADE**

Nombre de badges

N° de badge Plaque d'immatriculation..... Code pays

N° de badge Plaque d'immatriculation..... Code pays

Conditions particulières de la formule télépéage BALADE :

La souscription à la formule télépéage BALADE génère la facturation de frais de gestion mensuels par télébadge uniquement les mois circulés (selon barème tarifaire en vigueur).

Des frais forfaitaires de mise en service (droit d'entrée) sont prélevés lors de la 1^{re} facture.

En cas d'inutilisation du Télébadge en France pendant une période de 24 (vingt-quatre) mois consécutifs, des frais de tenue de compte seront automatiquement appliqués selon le barème tarifaire en vigueur.

Ils sont payés lors du règlement de la facture du mois suivant ladite période de 24 (vingt-quatre) mois consécutifs sans utilisation du Télébadge.

Le titulaire du mode de paiement doit être le titulaire du contrat.


La société se réserve le droit d'apporter toutes modifications aux présentes conditions particulières. Ces modifications seront portées à la connaissance du titulaire par écrit au moins 2 mois avant leur entrée en vigueur.

Ne souhaite pas recevoir de lettre d'information APRR/AREA

Ne souhaite pas recevoir d'offre partenaires

Condition particulière

En signant la présente, je m'engage sur l'exactitude des renseignements donnés ci-dessus. Je déclare avoir pris connaissance des conditions générales en vigueur et m'engage à m'y conformer.⁽¹⁾

Signature  AREA

Fait le

Signature :

À

 Signer également les conditions (pages suivantes)

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

J'autorise l'établissement teneur de mon compte, désigné ci-dessous, à débiter sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-après.

COORDONNÉES DU DÉBITEUR

Nom Prénom

Adresse

Code postal Commune.....

Pays

COMPTE À DÉBITER

N° IBAN :

Code BIC :

Domiciliation bancaire :

RUM (Référence Unique du Mandat) :

ICS SEPA : FR47ZZZ128465

COORDONNÉES DU CRÉANCIER

 AREA

250 Avenue Jean Monnet - BP 48
F-69671 BRON CEDEX

TYPE DE PAIEMENT : prélèvement récurrent

Date :

Signature du titulaire du compte à débiter :

CONDITIONS PARTICULIÈRES TÉLÉPÉAGE APRR/AREA

PRÉAMBULE

Les présentes conditions particulières sont applicables à l'ensemble des offres télépéage des sociétés émettrices du groupe APRR/AREA. Elles complètent et/ou dérogent aux conditions générales Télépéage Liber-t.

Il est rappelé qu'en cas de contradiction ou de différence entre les conditions générales et les conditions particulières, les conditions particulières prévalent sur les conditions générales.

I. SERVICE DE CONSULTATION ÉLECTRONIQUE DE LA FACTURE

I.1 Description du service

Le service de consultation des factures au format électronique est accessible aux personnes physiques ainsi qu'aux professionnels et entreprises.

La société émettrice publie sur Internet les factures des clients sous format électronique en remplacement du support papier adressé par courrier postal.

Le titulaire a toutefois la possibilité d'opter pour une facturation sous format papier, dans les conditions définies dans l'annexe tarifaire. La demande d'option doit être adressée, par écrit, au service clients.

La facture sous format électronique est accessible à la même date que la facture papier ; les dates limites de paiement par prélèvement automatique sont identiques.

Les factures sont mises à disposition dans l'espace client du site www.mango-mobilitesbyaprr.com et sur l'application mobile Mango Mobilités by APRR. L'accès est sécurisé grâce à un mot de passe et à un identifiant. La facture est disponible 24h/24, 7j/7. L'accessibilité de la facture est garantie aux équipements fonctionnant sous les principaux systèmes (Android, iOS, Windows, MacOS notamment) et navigateurs, sous condition qu'ils soient encore supportés par leur éditeur et mis à jour (correctifs de sécurité notamment). Elle pourra nécessiter l'installation d'un logiciel gratuit de consultation.

La société émettrice décline toute responsabilité en cas d'in-disponibilité temporaire du service ou de problème d'accès lié à la connexion ou à l'équipement du titulaire. Le temps de chargement de la facture peut dépendre à la fois de l'encombrement du réseau Internet à l'instant où la facture est consultée mais aussi du débit de la ligne de l'abonné. L'accessibilité à la consultation est disponible tant que le contrat de l'abonné est actif.

Les factures sont mises à disposition chaque mois. Au minimum sont mis à disposition les douze (12) derniers mois de facturation. Il appartient au titulaire d'archiver ses factures s'il souhaite en conserver l'historique.

I.2 Statut de la facture

La facture sous format électronique est le document justificatif de l'appel à paiement émis par la société émettrice et tient lieu de facture d'origine.

En outre, la facture sous format électronique constitue un justificatif fiscal.

La société émettrice peut fournir au titulaire qui en fait la demande un duplicata de la facture sous format papier, moyennant paiement selon le barème tarifaire en vigueur.

II. PRESCRIPTION

Toute réclamation d'un professionnel, amiable ou contentieuse, relative à son contrat se prescrit dans un délai d'un (1) an à compter du jour où le professionnel a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer.

III. FRAIS DE MISE EN OPPOSITION

En cas de non-paiement d'une facture à la date convenue, la société émettrice pourra mettre en opposition le(s) télébadge(s) et pourra facturer des frais d'opposition selon le barème tarifaire en vigueur.

IV. MÉDIATION CONSOMMATEUR

Après avoir saisi le service clients de la société émettrice, et à défaut de réponse satisfaisante ou en l'absence de réponse dans un délai de 60 jours, le client consommateur peut gratuitement saisir le Médiateur du Tourisme et du Voyage, dont les

coordonnées et modalités de saisine sont disponibles sur son site : www.mtv.travel.

V. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le présent article complète les dispositions de l'article 15 des conditions générales de délivrance et d'utilisation Télépéage Liber-t et vise à décrire la manière dont la société émettrice traite et protège les données personnelles conformément à la loi Informatique et liberté du 06/01/1978 modifiée et au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) n°2016/679.

La société émettrice est responsable de ses traitements :

APRR, société anonyme au capital de 33 911 466 euros, 36 rue du Dr Schmitt 21850 Saint Apollinaire, RCS Dijon 016 250 029.

AREA, société anonyme au capital de 82 899 809 euros, 250 avenue Jean Monnet 69671 Bron, RCS Lyon 702 027 871.

V.1 Traitements des données

V.1.1 Souscription à un abonnement télépéage, gestion en ligne de son compte et de son badge par le client

Les données à caractère personnel sont recueillies dans le cadre de formulaires renseignés par le client et de documents joints.

La société émettrice est autorisée à traiter les données personnelles pour l'exécution du contrat. Celles-ci sont conservées cinq (5) ans après la clôture définitive du contrat.

V.1.2 Détermination, perception du péage et gestion de la facturation

A. Données traitées

a. Détermination du prix du péage en fonction de la catégorie du véhicule :

- Pour certifier la catégorie d'un véhicule : vidéos issues de caméras permettant la constitution et la gestion d'une liste de données comprenant le numéro d'immatriculation du véhicule, le pays d'immatriculation, la catégorie du véhicule et la date du dernier passage.

- Pour vérifier la catégorie d'un véhicule : vidéos issues de caméras de vidéosurveillance :

- o En cas d'alerte technique sur l'un des composants permettant la détermination de la catégorie ;
- o En cas de discordance entre la catégorie déterminée et celle figurant dans la liste de données.

b. Perception du péage (hors autoroute à flux libre / Free flow)

- Données relatives aux trajets : horodate du passage en gare d'entrée et de sortie de réseau, identification des gare d'entrée et de sortie, catégorie du véhicule, prix de la transaction.

- Données relatives aux abonnés : identité, numéro d'abonné, informations détenues sur le badge délivré par la société émettrice (numéro, date de fin de validité, numéro et pays d'immatriculation du véhicule).

- Données nécessaires à l'assistance du client (à sa demande ou alerte technique) : vidéos issues de la vidéosurveillance.

c. Perception du péage (autoroute à flux libre / Free flow)

- Données relatives aux véhicules : catégorie du véhicule déterminée par capteur selon plusieurs informations (largeur, hauteur, longueur, nombre d'essieux...), caractéristiques du véhicule (couleur, marque, modèle), photos de contexte visualisant le véhicule, photos (avant et arrière) et numéro d'immatriculation du véhicule.

- Données relatives aux abonnés (sauf en mode dégradé) : identité, numéro d'abonné, informations détenues sur le badge délivré par la société émettrice (numéro, date de fin de validité, numéro et pays d'immatriculation du véhicule).

- Données relatives aux trajets : horodate du passage sous portique(s), localisation du(des) portique(s), prix de la transaction.

d. Gestion de la facturation

- Données relatives au télébadge : identification de la société émettrice, numéro du télébadge.

- Données relatives aux abonnés : vidéos, issues de caméras de vidéosurveillance permettant l'application et le contrôle des conditions commerciales.

B. Licéité des traitements

La société émettrice est autorisée à traiter les données pour l'exécution du contrat d'abonnement télépéage dans le cadre de l'exécution d'une mission de service public.

C. Durée de conservation des données traitées

- Détermination du prix du péage en fonction de la catégorie du véhicule :

- o Liste de données permettant de confirmer la catégorie d'un véhicule : vingt-huit (28) jours maximum pour la vidéo, treize (13) mois à compter du dernier passage du véhicule pour les autres données.

- o Vérification de la catégorie du véhicule lors du passage en voie de péage : vingt-huit (28) jours maximum pour la vidéo.

- Perception du péage, données relatives aux trajets : cinq (5) ans, ou dix (10) ans en cas de délivrance d'un reçu fiscal.

- Gestion de la facturation : les données liées à la facturation sont conservées dix (10) ans. Les vidéos liées aux conditions commerciales des abonnés télépéage sont conservées vingt-huit (28) jours maximum.

V.1.3 Gestion des listes d'exception relatives aux abonnés télépéage

A. Données traitées

a. Prévention des impayés

Identité du client, numéro d'abonné, numéro du télébadge, coordonnées bancaires, date de souscription, informations liées au rejet de la demande de paiement (montant, motif fourni par la banque, facture correspondante), nombre de télébadges, montant moyen de consommation, historique d'impayés.

b. Gestion des télébadges perdus ou volés

Numéro d'abonné, numéro du télébadge, date de perte ou vol.

c. Gestion de la fraude sur les moyens de paiement

Identité du titulaire du compte bancaire, numéro de la carte bancaire ou IBAN, adresse électronique, numéro de téléphone, date de naissance.

B. Licéité

APRR et AREA sont autorisées à traiter les données dans le cadre de l'exécution du contrat d'abonnement et de leurs intérêts légitimes.

C. Destinataires

Les données concernant la gestion des télébadges déclarés perdus ou volés sont communiquées aux autres sociétés concessionnaires d'autoroutes.

D. Durée de conservation

- Prévention des impayés : les données sont conservées dans la liste d'opposition jusqu'à la régularisation de l'impayé et cinq (5) ans en l'absence de régularisation.

- Gestion des badges perdus ou volés : les données sont conservées cinq (5) ans maximum après la déclaration de perte ou de vol.

- Gestion de la fraude sur les moyens de paiement : les données sont conservées six (6) ans maximum.

V.1.4 Lutte contre les infractions au péage

A. Catégories de données traitées

a. Lutte contre la fraude au péage

- Vidéos et images issues des caméras de vidéosurveillance implantées en voies de péage.

- Identité, numéro d'immatriculation et informations relatives aux moyens de paiement.

- Données relatives aux trajets et aux anomalies de parcours.

- Données relatives aux caractéristiques du véhicule.

b. Contraventions de non-paiement du péage

- Images issues des caméras de vidéosurveillance.

- Données relatives à la contravention : horodate de l'infraction, gare de péage et voie de péage ou portique(s), montant du péage.

- Données relatives au véhicule : catégorie du véhicule, numéro et pays d'immatriculation.

- Données relatives au propriétaire : identité, adresse.

- Données utiles à la consultation du SIV (Système d'Immatriculation des Véhicules) :

numéro d'immatriculation, gare de péage et voie de péage ou portique(s), horodate de l'infraction, matricule de l'agent verbalisateur.

- Données en provenance du SIV : identité ou raison sociale, nom d'usage ou d'époux, numéro SIREN, adresse, qualité de propriétaire du certificat d'immatriculation, caractéristiques du véhicule.

B. Licéité

La société émettrice est autorisée à traiter les données dans le cadre de ses intérêts légitimes.

C. Destinataires

Les données personnelles relatives aux contraventions de non-paiement du péage sont communiquées aux gestionnaires dûment habilités du SIV ainsi qu'à l'officier du Ministère Public en cas de non-paiement de l'avis de paiement.

D. Durée de conservation

- Les données relatives aux fraudes au péage sont conservées six (6) ans maximum.

- Les données relatives aux contraventions de non-paiement du péage sont conservées un (1) an maximum, ou jusqu'à la fin d'une procédure contentieuse.

V.2 Destinataires des données

Les données sont accessibles aux services habilités de la société émettrice. Les sous-traitants sont destinataires des données dans le cadre de contrats respectueux de la réglementation sur la protection des données personnelles.

V.3 Mesures de sécurité appliquées aux données

Les données font l'objet de toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires afin d'en assurer la confidentialité et la sécurité contre toute violation, destruction, perte, altération, divulgation, reproduction, ou contre tout accès non autorisé. Les sous-traitants sont soumis aux mêmes obligations de confidentialité et de sécurité.

V.4 Localisation des données

Les données ne sont pas transférées hors Union européenne.

V.5 Prise de décision automatisée

Les traitements de données ne font pas l'objet d'une prise de décision automatisée.

V.6 Droits des personnes concernées

Toute personne concernée dispose des droits suivants : droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition pour motif légitime, de limitation et de portabilité des données. L'ensemble de ces droits peut être exercé auprès du délégué à la protection des données du groupe APRR : par voie électronique à dppd@aprr.fr ; par courrier postal à l'adresse suivante : Groupe APRR, Délégué à la protection des données, 36 rue Dr Schmitt 21850 Saint Apollinaire.

V.7 Réclamation auprès de la CNIL

Toute personne concernée par le traitement de ses données personnelles peut, après avoir contacté le responsable du traitement, et si elle estime que ses droits ne sont pas respectés, adresser une réclamation à la CNIL.

VI. ADOSEMENT DU CONTRAT À UNE CARTE BANCAIRE

Dès lors que la société émettrice a autorisé l'adossement de l'abonnement à une carte bancaire, le titulaire s'engage à communiquer sans délai tout changement de numéro de la carte de paiement au service clients de la société émettrice ou sur l'espace client du site www.mango-mobilitesbyaprr.com et sur l'application mobile Mango Mobilités by APRR. Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation du contrat.

Date :	Signature client
--------	------------------

CONDITIONS GÉNÉRALES TÉLÉPÉAGE AREA

Préambule

Le télépéage intersociétés offre aux utilisateurs de véhicules légers la possibilité d'emprunter, à l'aide d'un télébadge, les voies équipées du télépéage dans les gares des sociétés d'autoroutes, des exploitants d'ouvrages à péage et des exploitants de parkings, et de bénéficier d'une facturation unique du montant de leurs consommations.

I. SOCIÉTÉ ÉMETTRICE

Le télébadge est émis par AREA SA au capital de 33 911 446,80 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 702 027 871, et dont le siège social est situé 250 avenue Jean Monnet 69500 BRON désignée ci-après "La société émettrice", agissant pour son compte et, en vertu d'un mandat réciproque commun, pour celui des sociétés concessionnaires d'autoroutes, des exploitants d'ouvrages à péage et des exploitants de parkings acceptant le télébadge comme mode d'acquiescement des sommes dues au titre du passage dans les ouvrages susmentionnés.

II. OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet la délivrance au titulaire de télébadges acceptés sur le réseau des sociétés françaises concessionnaires d'autoroutes, des exploitants d'ouvrages à péage (à l'exclusion des tunnels du Mont-Blanc et du Fréjus), et, sauf restriction expresse des conditions particulières, des exploitants de parkings disposant d'équipements signalés par le pictogramme « t », pour l'acquiescement des sommes dues au titre du passage dans les ouvrages susmentionnés.

Le titulaire pourra bénéficier, sur simple demande, d'un ou plusieurs télébadge(s) supplémentaire(s) aux conditions prévues par les barèmes ci-après annexés.

III. TITULAIRE DU CONTRAT

Le titulaire du présent contrat est une personne physique ou morale à qui la société émettrice délivre un ou plusieurs télébadges.

IV. SOUSCRIPTION DU CONTRAT - GARANTIE

IV.1. SOUSCRIPTION

Sauf dispositions contraires des conditions particulières, la souscription du contrat et la délivrance de télébadges sont subordonnées à la domiciliation bancaire et au prélèvement sur un compte individuel ouvert auprès d'un établissement bancaire sis dans un pays de l'espace SEPA (Single Euro Payment Area) tel que défini par la législation en vigueur.

Toute personne souhaitant souscrire le présent contrat devra fournir à la société les documents suivants:

- pour les personnes physiques, un justificatif d'identité ou de domicile, pour les personnes morales, un extrait du registre du commerce et des sociétés ou équivalent, ainsi qu'un pouvoir habilitant le signataire à souscrire au nom de ladite personne morale,
- une demande d'abonnement complétée, datée et signée,
- un mandat complété, daté et signé autorisant le prélèvement des factures Liber-t,
- son identité et ses coordonnées bancaires complètes au format IBAN (Issuier Bank Number Identification) et BIC (Business Identifier Code).

Selon les modalités de paiement acceptées par la société émettrice, des compléments de garantie pourront être demandés au titulaire du contrat.

En signant la demande d'abonnement, le demandeur déclare accepter les présentes conditions générales et les barèmes d'abonnement au télépéage inter sociétés annexés.

La société émettrice est libre de refuser la demande d'abonnement pour un motif légitime, tel que la résiliation d'un précédent contrat par l'une des sociétés émettrices

pour fraude ou défaut de paiement.

IV.2. GARANTIE DE PAIEMENT

Une garantie de paiement est exigée, pour certaines formules d'abonnement, dès la souscription du contrat. Dans les formules ne prévoyant pas de garantie de paiement à la souscription du contrat, la société émettrice se réserve le droit de demander au titulaire une garantie de paiement en cas d'incident de paiement.

Elle sera valable pendant toute la durée du contrat et aura pour objet de garantir le règlement par le titulaire de toutes sommes dues à la société émettrice au titre du contrat, y compris, le cas échéant, les frais de non restitution du télébadge en bon état. La garantie de paiement sera constituée par un dépôt de garantie par une caution bancaire ou tout autre moyen équivalent accepté par la société émettrice. Si la garantie de paiement est constituée par un dépôt de garantie par télébadge, elle ne produit pas d'intérêts au profit du Titulaire (voir annexe barèmes).

La société émettrice pourra demander l'augmentation du montant de la garantie de paiement au premier incident de paiement ou, pour les commerçants, en cas de risque d'insolvabilité. Le montant de la garantie exigible par la société émettrice est plafonné à trois fois le chiffre d'affaires mensuel TTC le plus élevé réalisé par le titulaire sur l'ensemble des ouvrages visés à l'article II au cours des douze derniers mois.

À l'expiration du contrat, sauf conditions particulières de la société émettrice, la garantie de paiement sera libérée dans un délai de 60 jours (sauf disposition plus favorable des conditions particulières de la société émettrice) après la date de prélèvement du dernier trajet facturé et après règlement des sommes dues par le titulaire au titre du présent contrat, y compris, le cas échéant, les frais de non restitution du télébadge en bon état. A défaut, la garantie de paiement sera mise en jeu.

V. DURÉE DU CONTRAT - PRISE D'EFFET

Le contrat d'abonnement est conclu pour une durée indéterminée et prend effet dès réception du premier télébadge par le titulaire, sous réserve des conditions particulières de la société émettrice.

VI. UTILISATION DU TÉLÉBADGE

VI.1. CONDITIONS APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES UTILISATIONS

A - Généralités

Le porteur du télébadge doit se conformer aux règlements de police et d'exploitation en vigueur sur les autoroutes, ouvrages à péage ou parkings.

Le titulaire est seul responsable de l'utilisation du télébadge délivré et s'engage à respecter l'ensemble des consignes d'utilisation portées à sa connaissance, notamment :

- à ne pas détenir plus d'un télébadge en mode actif dans son véhicule (un télébadge est considéré actif dès lors qu'il ne se trouve plus à l'intérieur de la pochette de protection fournie avec le télébadge) ;
- à positionner correctement le télébadge actif sur le pare-brise selon les indications du manuel d'utilisation remis avec le télébadge par la société émettrice.

A défaut du respect de ces consignes le service peut être dégradé et le titulaire risque des anomalies de facturation. C'est la présence effective d'un télébadge valide, actif et correctement positionné dans le véhicule qui permet au titulaire de se prévaloir du contrat Liber-t et des prérogatives qui y sont attachées. Dans ces conditions, la transaction Liber-t prévaut et exclut tout autre mode d'acquiescement de la somme due, même partiel. Si le titulaire désire s'acquiescer de la somme due hors du cadre du contrat Liber-t, il lui appartient de placer son télébadge en mode non actif.

Le télébadge est indépendant du véhicule et peut être utilisé par le titulaire dans différents véhicules. Toutefois, il ne doit en aucun cas être utilisé au même moment pour

plusieurs véhicules qui se suivent dans la même voie ou sur plusieurs voies de péage.

B - Remplacement, retrait du télébadge

Le télébadge demeure la propriété de la société émettrice et celle-ci peut prendre l'initiative de son retrait et/ou de son éventuel remplacement en cas de résiliation du contrat par la société émettrice, de fraude, d'altération ou de contrefaçon du télébadge ou d'incompatibilité avec les perfectionnements apportés au système de télépéage.

En cas de défaillance technique du télébadge, ou pour prévenir tout incident lié à son usure normale, la société émettrice procédera gratuitement, dans les meilleurs délais, à son remplacement contre remise de l'ancien. Si après vérification la défaillance est imputable au titulaire, la société émettrice lui facturera le coût du télébadge détérioré (voir annexe barème).

En l'absence de télébadge valide et actif, un autre moyen de paiement sera exigé.

Un télébadge invalide est susceptible d'être retiré par le personnel de la société émettrice ou d'une société visée à l'article II. La location et la vente du télébadge par le titulaire sont interdites sous peine de résiliation immédiate du contrat.

VI.2. CONDITIONS APPLICABLES À L'UTILISATION DES TÉLÉBADGES POUR LES AUTOROUTES ET LES OUVRAGES À PÉAGE

a. Définition des classes autorisées

Sur le réseau des exploitants d'autoroutes et d'ouvrages à péage le télébadge permet au titulaire d'acquiescer les péages pour les véhicules de classe de péage 1*, 2**, 5*** et ceux déclassables en classe de péage 1****.

* classe 1 : véhicules ou ensembles roulants de hauteur totale inférieure ou égale à 2 mètres et de poids total autorisé en charge (PTAC) inférieur ou égal à 3,5 tonnes.

** classe 2 : véhicules ou ensembles roulants de hauteur totale supérieure à 2 mètres et inférieure à 3 mètres et de poids total autorisé en charge (PTAC) inférieur ou égal à 3,5 tonnes.

*** classe 5 : motos, side-cars et trikes.

**** véhicules déclassables en classe 1 : véhicules de classe 2 aménagés pour le transport de personnes handicapées (sur présentation, lors du passage en voie de péage, de la carte grise comportant la mention "handicap").

b. Comportement à adopter par le titulaire en gare de péage

Pour bénéficier pleinement du service télépéage, le titulaire devra emprunter les voies signalées par le pictogramme « t », en entrée et en voie de paiement.

Les véhicules de classe 1 doivent utiliser en priorité les voies de télépéage réservées à cette classe (généralement équipées d'un gabarit de limitation de hauteur à 2 mètres). Les véhicules de classes 2 et 5 équipés d'un télébadge Liber-t doivent emprunter les voies équipées d'un pictogramme « t » en entrée, et une voie équipée d'un pictogramme « t » sans gabarit de hauteur en voie de paiement.

Le titulaire s'engage à respecter :

- les indications signalétiques relatives aux véhicules acceptés dans les voies (classe, gabarit de limitation de hauteur, réservé VL classe 1, réservée moto classe 5,.....),
- les feux de signalisation,
- les feux et barrière de passage,
- une distance minimale de 4 mètres entre les véhicules lors du passage en voie de péage d'entrée ou de paiement,
- les préconisations et les réglementations contribuant à la sécurité des personnes.

En l'absence d'informations d'entrée valides, la société d'autoroutes se réserve le droit d'appliquer en sortie le tarif du trajet le plus cher pour la gare de sortie considérée (TLPC).

c. Comportement du titulaire placé en situation particulière

Dans les situations particulières visées ci-après, le titulaire passant dans une voie de paiement réservée au télépéage (ne comportant que le pictogramme « t ») est susceptible de se voir appliquer un tarif majoré (tarif du trajet le plus cher, sur-

classement).

Situations particulières :

> Données d'entrée invalides (trajet incompatible, durée de validité dépassée).

> Véhicules de classe 5 passant dans les voies réservées avec gabarit de hauteur limitée à 2 mètres : par défaut les véhicules de classe 5 empruntant ce couloir seront tarifés en classe 1.

Autres situations :

> En cas de dysfonctionnement du télébadge ou du matériel de télépéage en entrée, le titulaire devra prendre un titre de transit à la borne de distribution pour le remettre en sortie (au péager ou pour une voie automatique dans le lecteur de la borne de paiement prévu à cet effet).

> Lors du passage en voie automatique, le titulaire utilisant un véhicule de Classe 1 avec des charges sur le toit (hauteur totale supérieure à 2 mètres) devra s'arrêter devant la borne de paiement et utiliser le dispositif d'assistance mis à sa disposition.

> Le titulaire utilisant un véhicule de classe 2 adapté au transport de personnes handicapées pourra bénéficier d'un déclassément en empruntant une voie avec péager et en présentant son télébadge et sa carte grise au péager. En l'absence de voie avec péager, il fait appel à un opérateur à l'aide de l'interphone présent en voie automatique.

En voie automatique, face à toute situation particulière, le titulaire peut recourir au dispositif d'assistance mis à sa disposition lui permettant d'entrer en relation avec un opérateur par interphone.

L'usage d'un télébadge Liber-t par un véhicule de classe 2 dans une voie réservée à la classe 1 (équipée d'un gabarit de hauteur) ou par un véhicule de classe 3 ou 4 n'est pas autorisé et est considéré comme une fraude.

VI.3. CONDITIONS APPLICABLES À L'UTILISATION DES TÉLÉBADGES POUR LES PARKINGS

Dans les parkings visés à l'article II, le télébadge permet au titulaire d'acquiescer les montants dus en empruntant la sortie la ou les voies annoncées par le pictogramme « t ». Il convient de vérifier au préalable le gabarit admis ainsi que les éventuelles restrictions d'accès aux véhicules GPL.

VII. OPPOSITION À L'UTILISATION DU TÉLÉBADGE

Le titulaire ne peut faire opposition à l'utilisation du télébadge qu'en cas de vol ou de perte de celui-ci.

Les oppositions doivent être immédiatement déclarées auprès des points de vente ou du service des abonnements de la société émettrice par tout moyen et confirmer par écrit (courrier, fax, e-mail) dans les meilleurs délais en mentionnant impérativement le numéro de télébadge.

L'invalidation du télébadge est effectuée dès réception de la déclaration susmentionnée.

La société émettrice ne saurait être tenue pour responsable des conséquences d'une opposition qui n'émanerait pas du titulaire ou de son représentant autorisé. À la demande du titulaire, un télébadge portant un numéro différent lui est délivré dans les meilleurs délais.

Sauf dispositions contraires prévues dans les conditions particulières des sociétés émettrices, une nouvelle garantie de paiement est exigée du titulaire.

Si le titulaire récupère le télébadge déclaré perdu ou volé, il doit le renvoyer par pli recommandé au service abonnements de la société émettrice ou le déposer contre récépissé dans un point de vente de celle-ci.

Les conditions d'encaissement ou de libération de la garantie de paiement sont précisées à l'article IV ci-dessus.

L'utilisation par le titulaire d'un télébadge déclaré perdu ou volé est considérée comme abusive et pourra entraîner la résiliation du présent contrat, sans préjudice des frais prévus au barème tarifaire.

VIII. RESTITUTION DU TÉLÉBADGE

CONDITIONS GÉNÉRALES TÉLÉPÉAGE AREA

VIII.1. À L'INITIATIVE DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE

Dans tous les cas où la société émettrice demandera la restitution du (des) télébadage(s) (notamment en cas de remplacement de télébadage mis en opposition et retrouvé par le titulaire ou en cas de non restitution lors de la résiliation du contrat), le titulaire devra le restituer dans les trente jours à compter de la notification de la société émettrice.

À défaut de restitution du télébadage ou en cas de restitution en mauvais état de fonctionnement, dans ce délai de trente jours, selon le cas, la garantie de paiement éventuellement exigée sera immédiatement et définitivement acquise à la société émettrice, et les éventuels frais de gestion indiqués aux conditions particulières seront facturés au titulaire.

Dans tous les cas ci-dessus, le télébadage peut être restitué, contre récépissé, dans un point de vente de la société émettrice. Les montants des péages des trajets validés au moyen de télébadage abusivement utilisés seront exigés indépendamment des poursuites pénales que la société émettrice se réserve le droit d'engager.

VIII.2. À L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Le titulaire peut restituer à tout moment son (ses) télébadage(s).

La restitution d'un télébadage en mauvais état de fonctionnement donnera lieu à la facturation de ce télébadage au tarif en vigueur ou à l'acquisition de la garantie de paiement par la société émettrice.

La restitution du télébadage est effectuée sans préjudice des conditions particulières relatives aux frais de gestion attachés au contrat.

IX. MODIFICATION DE L'IDENTIFICATION DU TITULAIRE

Lorsque le titulaire change d'adresse, de SIRET, de dénomination ou de raison sociale, il doit le notifier par écrit dans les trente jours à la société émettrice.

Lorsque le titulaire change de domiciliation bancaire, il doit en informer la société émettrice qui, le cas échéant, lui fournit le document nécessaire à ce changement. Dans ce cas, le titulaire s'engage à retourner à la société émettrice ledit document dûment complété, daté et signé.

La modification prendra effet au maximum quarante jours après réception, par la société émettrice, du document précité dûment complété, daté et signé et de l'identité et des coordonnées bancaires complètes du titulaire sous format IBAN et BIC correspondant. Si le changement de domiciliation bancaire entraînait pour une raison quelconque la fin de validité d'une garantie, le titulaire devrait obligatoirement fournir, sans interruption de cette dernière, une garantie équivalente.

Le non-respect de ces dispositions entraîne de plein droit la résiliation du contrat.

X. FACTURATION ET RÈGLEMENT

X.1. Éléments de facturation

La société émettrice établit le relevé des transactions (trajets et stationnements) effectuées au cours de la période de facturation précédente par le titulaire.

Le relevé des consommations précise, pour chaque télébadage et pour chaque transaction :

- en ce qui concerne les trajets effectués sur autoroutes (pour lesquels il est précisé que le réseau national d'autoroutes à péage comportant des sections exploitées en commun par plusieurs des sociétés visées à l'article II, certains trajets peuvent être découpés sur le relevé des trajets par société d'autoroutes concernée) :
 - la date de passage en gare de péage,
 - la classe de péage,
 - le trajet effectué,
 - le montant ttc du péage.
- en ce qui concerne le stationnement dans les parkings :
 - la date de sortie du parking,
 - le montant ttc du stationnement,
 - le nom du parking.

La facture et le relevé des transactions prévus au présent article sont les seuls documents émis, l'enregistrement de la transaction en voie de péage ou en sortie de parking constituant la preuve du passage.

X.2. MODALITÉS DE FACTURATION

Sur la base du relevé des transactions, la société émettrice facture les sommes dues par le titulaire au cours de la période considérée au titre des transactions sur les réseaux des exploitants visés à l'article II, et toutes sommes dues par le titulaire au titre du présent contrat.

Cette facture précise la date du prélèvement ainsi que le numéro RUM (Référence Unique de Mandat) et l'ICS (Identifiant Créancier SEPA) sous réserve de l'acceptation de la norme SEPA par les établissements bancaires du titulaire et de la société émettrice.

La facture ne vaut pas solde de tout compte pour les transactions effectuées par le titulaire pendant la période considérée. Toute transaction effectuée dans la période, mais ne figurant pas sur le relevé, sera imputée sur l'une des factures suivantes.

La facture est, sauf conditions particulières de la société émettrice, éditée sur support papier et envoyée au titulaire mensuellement.

Toutefois, les particuliers et les personnes morales non assujetties à la TVA peuvent avoir, selon les sociétés émettrices, la possibilité, en remplacement de la facture papier d'opter, lors de la souscription du contrat ou au cours de son exécution, pour le service « facture Internet », faisant l'objet de conditions particulières.

La mise à disposition de la facture est réalisée à compter du 10 du mois suivant les transactions et permet au titulaire d'approvisionner son compte bancaire avant la date mentionnée du prélèvement de l'échéance ; celui-ci intervient au minimum deux jours ouvrés après la date de mise à disposition de la facture.

X.3. RÈGLEMENT DES FACTURES

Les factures sont payables en euros, dans le délai maximum porté sur la facture et selon le mode de paiement retenu lors de la souscription du contrat.

X.4. TRAITEMENT DES IMPAYÉS - EFFETS

En cas de prélèvement et si le prélèvement initial est rejeté, il pourra être procédé à une seconde opération de prélèvement du même montant.

En cas de non-paiement de la facture dans son intégralité, une mise en demeure de payer est adressée par la société émettrice au titulaire du contrat. Les conditions particulières peuvent prévoir que cette mise en demeure soit précédée d'une seconde présentation de la facture par lettre simple. La mise en demeure précise :

- les sommes non réglées à la date d'échéance de la dernière facture ;
- sauf conditions particulières de la société émettrice, les pénalités de retard définies selon les modalités prévues à l'article L.441-6 du Code de commerce, appliquées sur les sommes restant dues à compter de la date d'échéance de la facture ; ces pénalités s'ajoutant au principal ; tous les trajets et stationnements effectués et non encore facturés alors immédiatement exigibles ;
- le cas échéant, l'obligation de restituer le ou les télébadage(s).

Les conditions particulières peuvent prévoir que la société émettrice accompagne cette mise en demeure et, le cas échéant, la seconde présentation de la facture, de mesures de suspension de l'exécution du contrat en mettant le ou les télébadage(s) en opposition jusqu'à réception du règlement ainsi que des frais de recouvrement amiable fixé au barème tarifaire.

En cas de non règlement dans un délai fixé par la mise en demeure, le contrat est résilié de plein droit sauf si la société émettrice accorde un délai supplémentaire au titulaire du contrat pour s'acquitter de son obligation, pendant lequel elle pourra notamment maintenir l'inscription en opposition du ou des télébadage(s) jusqu'à réception du règlement. Le titulaire est informé

qu'un délai de réactivation du télébadage pourra être nécessaire en cas de règlement après une période de mise en opposition.

Il est précisé, concernant les titulaires ayant souscrit ou agissant à titre professionnel, qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros sera due, de plein droit et sans notification préalable par la société émettrice en cas de retard de paiement. La société émettrice se réserve le droit de demander au titulaire une indemnisation complémentaire si les frais de recouvrement effectivement engagés dépassaient ce montant, sur présentation des justificatifs.

En cas de recouvrement par voie d'exécution judiciaire, le titulaire sera en outre tenu de verser à la société émettrice les sommes correspondant aux frais de l'exécution forcée proprement dite.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance du fait que la société émettrice bénéficie d'une subrogation consentie par les exploitants visés à l'article II pour le recouvrement amiable et judiciaire des créances issues du présent contrat.

XI. RÉCLAMATION AMIABLE

Toute réclamation amiable concernant les éléments d'une facture est admise pendant un délai de 90 jours à compter de sa date d'émission et doit être déposée exclusivement auprès de la société émettrice par courrier ou par courriel adressé au point de vente dont les coordonnées figurent en en-tête de facture en mentionnant impérativement le numéro du télébadage.

Une réclamation ne dispense pas le titulaire du paiement de la facture contestée.

En cas de réclamation, la société émettrice procède à une enquête. Les rectifications éventuelles, suite à l'enquête, sont régularisées ultérieurement.

La société émettrice apportera la preuve de la (des) transaction(s) au moyen des enregistrements effectués par les systèmes informatiques.

XII. RÉLIATIONS - EFFETS

XII.1. Par le titulaire

Le titulaire informera la société émettrice de sa volonté de résilier le présent contrat soit à un point de vente de la société émettrice soit par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la société émettrice.

La résiliation prendra effet à la restitution du ou des télébadages et après acquittement de toutes les sommes dues.

XII.2. Par la société émettrice

La société émettrice pourra résilier de plein droit le présent contrat, en cas d'inexécution de l'une quelconque des obligations incombant au titulaire (notamment en cas de fraude ou de non acquittement total ou partiel des sommes dues) ou en cas de suppression du service de télépéage Liber-t. En cas d'inexécution de l'une quelconque des obligations incombant au titulaire, la résiliation prendra effet immédiatement sans préavis.

En cas de suppression du service de télépéage Liber-t, la société émettrice en informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception précisant la date d'effet de la résiliation, avec préavis d'un mois sous réserve des conditions particulières de la société émettrice.

XII.3. Sommes non réglées

En cas de résiliation, la société émettrice facture les sommes dues au titre du présent contrat.

XIII. RÈGLEMENTS DES LITIGES

Pour le titulaire du présent contrat n'ayant pas la qualité de commerçant, les litiges seront portés devant les tribunaux compétents.

Pour le titulaire du présent contrat ayant la qualité de commerçant, et à défaut d'accord amiable, tout litige susceptible de s'élever entre les parties relèvera exclusivement du Tribunal compétent du ressort du domicile élu par la société émettrice visée à l'article I.

Les présentes clauses s'appliquent même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

Le droit français sera seul applicable au présent contrat.

XIV. MODIFICATIONS CONTRACTUELLES ET TARIFS DES SERVICES

La société émettrice se réserve le droit d'apporter toutes modifications aux présentes conditions générales. Ces modifications seront portées à la connaissance du titulaire. Si le titulaire n'acceptait pas ces modifications, il devrait résilier le contrat dans les conditions définies à l'art. XII-1. L'absence de réponse écrite du titulaire dans le délai d'un mois vaut acceptation de sa part.

Toutes les composantes du barème Liber-t sont révisables notamment à l'occasion des variations des tarifs du péage ou de stationnement, et ne feront pas, par conséquent l'objet d'un avenant.

Les modifications afférentes aux tarifs de péage, de stationnement et au barème Liber-t s'appliquent dès leur entrée en vigueur.

XV. INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

Le Titulaire est informé que lors de la souscription et au cours de l'exécution du contrat, des données à caractère personnel seront collectées par la société émettrice.

Ces données seront utilisées à des fins de gestion du contrat, dans ses différents aspects, et pourront également permettre d'effectuer des opérations de prospection commerciale.

Les données collectées sont destinées à la société émettrice et aux exploitants visés à l'article II des présentes conditions générales, ainsi qu'à leurs sous-traitants. Par ailleurs, la société émettrice peut communiquer les données collectées à ses partenaires si le Titulaire lui en donne l'autorisation expressément.

Le Titulaire du contrat est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition à la réception de prospection commerciale, de limitation, de portabilité et d'effacement des données à caractère personnel le concernant. Ces droits s'exercent auprès de la société émettrice, responsable des traitements effectués sur les données collectées, dont les coordonnées figurent dans les conditions particulières du contrat. A compter de la résiliation du contrat, les données à caractère personnel collectées seront effacées au plus tard à l'issue des durées légales de prescription civile et des durées légales de conservation.

Date :	Signature client
--------	------------------